



# Le déclin démographique bulgare. Bilan d'une décennie de transition post-socialiste

Emmanuelle Boulineau

## ► To cite this version:

Emmanuelle Boulineau. Le déclin démographique bulgare. Bilan d'une décennie de transition post-socialiste. Espace Populations Sociétés, 2004, 3, pp.545-558. 10.4000/eps.376 . halshs-00321426

**HAL Id: halshs-00321426**

**<https://shs.hal.science/halshs-00321426>**

Submitted on 14 Sep 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**Le déclin démographique bulgare.  
Bilan d'une décennie de transition post-socialiste.**

*Espace, Populations, Sociétés*, 2004-3, pp. 545-558.

**Coordonnées de l'auteur :**

Emmanuelle BOULINEAU

Maître de Conférence en Géographie

Université de Lyon, UMR 5600 Environnement ville société, ENS LSH, équipe Géophile.

15 parvis René-Descartes

BP 7000

69342 Lyon cedex 07

FRANCE

# **Le déclin démographique bulgare. Bilan d'une décennie de transition post-socialiste**

**Emmanuelle BOULINEAU**

ENS Lettres et Sciences humaines, UMR 8504, laboratoire Géophile, 15 Parvis René Descartes, BP 7000, 69342 LYON cedex 07  
e-mail : emmanuelle.boulineau@ens-lsh.fr

## **Résumé :**

L'article dresse le bilan démographique de la décennie de transition post-socialiste en Bulgarie, en s'appuyant essentiellement sur les données des deux derniers recensements (1992 et 2001). L'ampleur du déclin démographique est soulignée et analysée. On replace ce processus dans trois contextes : la spécificité du comportement bulgare par rapport aux autres pays balkaniques présentée comme une « anomalie », les difficultés socio-économiques liées à la transition et leurs conséquences ainsi que la perspective de l'adhésion à l'Union européenne en 2007.

**Mots-clés :** Bulgarie, transition post-socialiste, contexte, déclin démographique, minorités ethniques, mobilités nationales et internationales.

## **Introduction**

Les résultats du recensement de la population bulgare de 2001 sont peu à peu publiés et traduisent une décennie de transition post-socialiste. Les données du recensement de 1985 correspondent à la situation démographique en fin de période socialiste et celles du dénombrement de 1992 constituent une situation intermédiaire qui enregistre les premiers bouleversements démographiques après 1989. La situation démographique bulgare à la veille de la transition a été présentée par M. Billaut (1992a). Après pratiquement 15 ans de ce processus chaotique, nous souhaitons dresser ici le bilan démographique d'une décennie de transition post-socialiste à partir des derniers recensements.

La population bulgare diminue de façon alarmante : entre 1992 et 2001, le nombre d'habitants a chuté de 6%. En 2001, la Bulgarie compte 7 973 671 habitants, autant que quarante ans auparavant. La population tombe sous le seuil des 8 millions d'habitants, après avoir atteint presque 9 millions en 1989. Ce déclin s'inscrit-il dans la continuité du comportement démographique bulgare, qualifié d'« anomalie » par certains auteurs (MacIntyre, 1988 cité par Billaut, 1992a), au regard du modèle de la transition démographique dans les pays balkaniques ? Quel rôle accorder alors aux effets de la transition post-socialiste dont on sait que les répercussions démographiques ont été importantes et immédiates ?

Pour tenter de répondre à ces questions, il faut explorer l'inscription des comportements démographiques bulgares dans des contextes différents. Ce qui relève d'une part du contexte balkanique, avec notamment le jeu des migrations très présent dans cette région et la démographie des minorités ethniques, et ce qui renvoie d'autre part aux manifestations de la transition post-socialiste. Ces deux contextes ne sont pas forcément dissociables l'un de l'autre, mais ils mettent en jeu des temporalités différentes. La perspective de l'intégration européenne à l'horizon 2007 constitue un nouveau contexte qui agit dès à présent sur la population en Bulgarie. Comportement naturel et composante migratoire reflètent de façon différente ces effets de contexte (figure 1).

## **1. Les manifestations géographiques du déclin de la population bulgare**

La Bulgarie a connu une transition démographique précoce, caractérisée par une baisse de la natalité plus prononcée que la chute de la mortalité, et cela dès l'entre-deux-guerres. En cela, elle s'écarte du modèle de transition démographique tardive observée dans d'autres pays balkaniques. La précocité de ce processus engendre un vieillissement de la population : la stabilisation de la mortalité favorise les classes âgées, alors que le renouvellement des classes jeunes souffre de la faiblesse de la natalité et de la réduction progressive des cohortes fécondes (Billaut, 1992a). A partir de 1990, le pays accuse une croissance naturelle négative qui voit se cumuler les effets du vieillissement de la population et la limitation des naissances du fait de l'incertitude des lendemains. En 2001, le taux de natalité est de 8,6‰ et la mortalité s'élève à 14,2‰ soit un déficit naturel de 0,56% ; les plus de 60 ans représentent 22,5% de la population et les moins de 20 ans 21,8%.

### **1.1 La diffusion du déclin du rural vers l'urbain**

La dynamique démographique bulgare inquiète les autorités, mais plus encore les élus ruraux. En effet, la différence entre la dynamique du milieu urbain et celle du milieu rural est frappante. La Bulgarie compte une population rurale de 31% soit un peu moins de 2,5 millions de ruraux en 2001. Mais pour cette dernière, le déclin démographique sur la dernière période intercensitaire (1992-2001) est de 11%, alors qu'il n'atteint que 3,6% pour les villes. Le solde naturel montre que les campagnes accusent un très fort déficit avec un taux de mortalité proche de 20‰ (19,6‰ en 2000) et une natalité faible (8,1‰). L'indice de fécondité y est pourtant plus élevé qu'en milieu urbain, 1,48 contre 1,20, mais les campagnes souffrent d'un vieillissement alarmant. En milieu rural les classes d'âge les plus nombreuses sont celles des personnes de 60 à 74 ans, alors qu'en ville on retrouve les effectifs plus nombreux des générations nées du rattrapage démographique d'après 1945 et la génération de leurs enfants. Ce déséquilibre des structures par âges enregistre aussi les effets d'une urbanisation très rapide sous le socialisme, alimentée par la ponction des jeunes effectifs des campagnes. Cet exode rural conjugué au solde naturel, déficitaire dans les campagnes depuis 1975, lègue une situation démographique alarmante pour les campagnes. Pratiquement un tiers de la population rurale bulgare a plus de 60 ans.

Les cartes de la variation de la population communale bulgare (figure 2) traduisent l'ampleur du déclin démographique. La période 1985-1992 montre l'effet du tarissement de l'exode rural, principal moteur de la croissance urbaine : la dynamique des grandes communes urbaines décline. Les vastes communes bulgares (42 km<sup>2</sup> en moyenne) regroupent à la fois une population urbaine - le chef-lieu est la plupart du temps une ville - et rurale - les villages inclus dans la commune. Tandis que la population rurale décroît, infléchi par un solde naturel négatif et un solde migratoire qui l'a vidée de sa population jeune, la croissance des villes ne suffit plus à tirer le dynamisme démographique communal. Les villes qui parviennent à dynamiser la croissance communale sont peu nombreuses. Entre 1992 et 2001, dans le contexte de déclin démographique général, seules 11 unités parmi les 262 communes bulgares enregistrent un solde démographique positif. Elles se situent à proximité des grands pôles urbains de Sofia, Plovdiv ou Varna ; cette dernière, au troisième rang bulgare, est la seule grande ville à tirer la croissance communale.

## 1.2 L'approfondissement du déclin démographique des périphéries frontalières

Il faut toutefois tenir compte de situations régionales particulières dans l'interprétation de ces cartes. Des espaces de croissance démographique plus soutenue apparaissent pour la période 1985-1992. Il s'agit du sud-ouest, qui correspond au foyer de peuplement *pomak* (Bulgaro-musulmans) - massifs de Rila et du Pirin ainsi qu'une partie des Rhodopes occidentales - et du littoral de la Mer noire, à proximité de Varna. Ces deux régions limitent de ce fait leur déclin dans la dernière période intercensitaire. Le piémont sud du Balkan, l'axe de la Marica, le long d'une diagonale de Sofia à Plovdiv et la région de Sofia limitent l'ampleur du déclin, dans un contexte général à la baisse.

Au contraire, d'autres régions accusent une sévère perte de population. Le nord-ouest de la Bulgarie connaît un déclin démographique précoce qui s'accroît dans la période suivante. Cette corne du nord-ouest apparaît très déprimée tant sur le plan démographique qu'économique. La région du nord-est bulgare autour de Razgrad et les Rhodopes orientales au sud correspondent aux principaux foyers de peuplement turc (figure 3). Elles ont été les foyers émetteurs des mouvements de migrations massives de l'année 1989. A partir de 1984-1985, l'application d'une politique de bulgarisation des noms turcs et de restriction des libertés<sup>1</sup> provoque durant l'été 1989 une vague de départs sans précédent vers la Turquie voisine dont les conséquences sont immédiates : hémorragie démographique, pénurie de main-d'œuvre et crise diplomatique avec Ankara. La carte de 1985-1992 enregistre cet important déficit migratoire et la faiblesse des retours dans les années suivantes : on estime à 155 000 le nombre de retours pour environ 370 000 départs. Le recensement de 2001 révèle la continuité des mobilités, pour les Rhodopes orientales du moins ; le foyer turc du nord-est tend à s'insérer désormais dans la dynamique démographique commune à l'ensemble du nord du pays. La région du sud-est, située à proximité de la Turquie, continue d'alimenter ces mouvements migratoires comme le montre le cas de la commune de Stambolovo, dans la région de Haskovo (encadré 1).

Le déclin démographique bulgare pendant la dernière décennie se traduit par une dangereuse accentuation du processus aux périphéries frontalières du pays, bien visible sur la carte. L'expansion du déficit démographique, précoce dans la corne du nord-ouest, s'étend le long du Danube mais aussi le long de la frontière avec l'ancienne Yougoslavie. Au sud-est, les Rhodopes orientales et leur extension jusqu'aux rivages de la Mer noire dessinent un arc de profond déclin démographique. Ces régions frontalières correspondent aussi à des espaces de faible densité, celle-ci y excède rarement 35 habitants/km<sup>2</sup> (moyenne nationale de 74 habitants/km<sup>2</sup>). Au nord-ouest, si la situation entre 1992 et 2001 s'est améliorée par rapport à 1985-1992, elle reste critique. Reste à savoir si l'ouverture des échanges dans le cadre de coopération transfrontalière permettra de stabiliser voire réduire ce déficit démographique des périphéries.

## 1.3 Devenir démographique des minorités dans la transition post-socialiste

En 2001, le pays compte 16% de personnes qui se déclarent ethniquement non bulgares avec deux principales minorités : les Turcs et les Roms. Les données concernant les minorités ethniques sont difficiles à obtenir. Les avatars de leur publication reflètent les revirements politiques des autorités à l'égard de ces populations (Krasteva, 2001). Les deux derniers recensements (1992 et 2001) effectués avec la démocratisation du régime, fournissent des

---

<sup>1</sup> Celle-ci avait déjà été mise en application une décennie auparavant pour les populations tsigane et *pomak*. Appliquée à la population turque, elle atteint une autre ampleur par le nombre de personnes concernées, estimé à 900 000.

données. En revanche, en 1975, les informations collectées n'ont pas été publiées et, en 1985, les rubriques consacrées à l'appartenance ethnique ont été supprimées du questionnaire (Carter, 1994). La croissance démographique soutenue de ces minorités a éveillé les craintes d'une population bulgare malthusienne. Pourtant, Turcs et Roms ont été très sévèrement touchés par la crise économique après 1989, et notamment par la décollectivisation dans l'emploi agricole. Dans quelle mesure les difficultés de la décennie de transition ont-elles affecté les comportements démographiques de deux principales minorités bulgares ?

Le recensement de 2001 montre que la population turque a diminué de 6,7% depuis 1992. En effet, 746 664 Bulgares se sont déclarés turcs soit 9,4% de la population contre 9,7% en 1992 (800 052 personnes). La part de la composante turque dans la population bulgare baisse en valeur absolue et en valeur relative. Sa croissance naturelle tend progressivement à s'aligner sur le niveau national, bien qu'elle conserve une structure par âge plus jeune, héritée des décennies précédentes de forte croissance (tableau 1). Dans la région de Kărdžali, turque à 62,5%, le solde naturel oscille autour de zéro : désormais, le déclin de la dynamique naturelle est amorti par un taux de mortalité plus bas dans cette région qu'en Bulgarie (10,8% en 2001), la natalité reste à deux chiffres mais a considérablement baissé (10,9%). Mais sur la dernière période intercensitaire, la population a chuté de 22,9%, effet de la conjugaison d'un solde naturel faible ou nul et d'un solde migratoire largement déficitaire. Les migrations affectent les effectifs de cette région proche de la Turquie et notamment ceux des jeunes. Le différentiel entre zone rurale et zone urbaine est encore plus accentué. La population turque de Bulgarie vit à 63% dans les campagnes, espaces très marqués par le déclin démographique. Dans la région de Kărdžali, la population rurale a ainsi diminué de presque un tiers (31% entre 1992 et 2001).

L'autre minorité importante de la Bulgarie, les Roms, enregistre une dynamique positive. Sur la dernière période intercensitaire, la population tsigane a augmenté de 18,3%. En 2001, 370 908 personnes se sont déclarées tsiganes soit 4,7% de la population (respectivement 316 396 et 3,4% en 1992). Selon les spécialistes, ces chiffres sont toutefois sous-estimés : des études font état de 577 000 Roms en 1989 et d'une estimation de 700 000 à 800 000 en 1996, une enquête du Ministère de l'intérieur a recensé 554 500 Tsiganes en 1992 (Marušiakova et Popov, 2000). La communauté tsigane bulgare est très hétérogène et l'enquête dirigée par I. Tomova (1995) révèle que les Roms se déclarent aussi Turcs ou bien Valaques. Il faudrait plutôt parler selon elle de communautés, tant les différences de langue (turc, bulgare, dialectes roms et valaques), de religion (musulmans, orthodoxes, Eglises protestantes) et de genres de vie (urbain, rural, types d'activités) sont grandes. La même enquête souligne la dégradation de leurs conditions de vie dans la période de transition : la crise économique accroît les difficultés quotidiennes d'une population rejetée au plus bas de l'échelle sociale.

Il est ainsi difficile d'appréhender la dynamique démographique des Roms et de la replacer dans le contexte national. La structure par âge des Tsiganes de Bulgarie en 2001 montre une population très jeune dans laquelle les moins de 30 ans forment 62% des effectifs (66% en 1992). Rapportée au vieillissement général bulgare, cette jeunesse démographique permet une fertilité plus soutenue. En 2001, on dénombre 1,5 enfant vivant par femme tsigane contre 1,3 par femme bulgare. La diffusion d'un modèle familial restreint résulte de la crise économique et d'un sentiment d'insécurité, il est trop tôt pour dire s'il bouleverse durablement la structure familiale tsigane. Le taux de natalité reste élevé parmi les Roms mais la dégradation des conditions sociales se répercutent dans les soins apportés aux enfants (Tomova, 1995).

La distribution de cette population en Bulgarie en 2001 couvre davantage le territoire sans atteindre les fortes concentrations localisées des foyers turcs (figure 3). Mais tout cela offre une image imparfaite car figée de la population tsigane, marquée par une forte mobilité

professionnelle et géographique. Beaucoup ont perdu un emploi de salarié agricole mais peu se déclarent prêts à travailler la terre à leur compte. Durant cette décennie de transition, les Roms ont migré vers les villes et leur périphérie à la recherche d'emplois (53,8% sont urbains). La corne du nord-ouest ressort, elle accueille les Roms qui viennent occuper des maisons laissées vides du fait du déclin démographique. Il en va de même dans le piémont méridional du Balkan (région de Sliven notamment) à partir duquel la population tsigane sillonne la montagne à la recherche de plantes médicinales, d'emplois temporaires (bûcherons) etc. La Dobroudja, au nord-ouest, est peuplée essentiellement de Roms musulmans, enclins à des mobilités à plus long rayon d'action.

Le bilan démographique bulgare montre ainsi un déclin du nombre d'habitants assorti d'un vieillissement général prononcé. La dynamique naturelle négative risque de s'accroître : la diffusion, en période de crise, du modèle de l'enfant unique, notamment en ville, fait peser une lourde hypothèque sur le redressement de la natalité. Le taux de mortalité tend à augmenter progressivement du fait de l'importance de classes d'âge âgées. Ce déclin démographique est en grande partie hérité des périodes précédentes, même s'il est accentué par les crises de la transition. Les minorités ont été fortement déstabilisées sur le plan social par la transition, une dégradation qui se répercute dans leurs comportements démographiques. L'ouverture des frontières ne se marque pas encore par un effet perceptible de redynamisation des espaces périphériques, en revanche elle induit des changements notables pour les mobilités.

### **3. Les nouvelles mobilités des populations après la fin du régime socialiste**

Avec la chute du régime socialiste en 1989, deux verrous de limitation aux migrations sautent. D'une part, les entraves à la migration intérieure sont levées - et notamment le droit de s'installer dans la capitale soumis à autorisation - ; d'autre part, l'ouverture des frontières permet des mouvements d'entrées et de sorties du territoire national, de façon temporaire ou permanente. Mouvements intérieurs et migrations enregistrent d'emblée ces changements. Il est toutefois difficile d'obtenir des données sur les mouvements migratoires à des niveaux fins d'analyse. La publication des résultats des migrations issus du recensement de 2001 est encore très incomplète. Les premières données sont fournies essentiellement au niveau national mais elles permettent d'avoir une approche précise des migrations entre villes et campagnes. Quant aux mobilités extérieures, les publications statistiques bulgares restent très imprécises sur ce point, mais des organismes internationaux publient des études circonstanciées (Gächter, 2002 ; Guentcheva et alii, 2003).

#### **3.1 Recompositions des migrations intérieures : les stratégies du repli**

Depuis 1945, la répartition de la population bulgare entre villes et campagnes a connu de profondes modifications. L'ampleur de l'exode rural a vidé les campagnes au profit des villes, fers de lance de l'industrialisation. La promotion urbaine par le pouvoir socialiste a aussi contribué à gonfler le taux d'urbanisation qui passe de 25% en 1946 à 58% en 1975 puis 69% en 2001.

L'exode rural bulgare est précoce et rapide. Il débute dès la fin de la décennie 1940 avec la collectivisation et se tarit progressivement à partir des années 1970. Entre 1946 et 1976, le solde migratoire forme 65,4% de la croissance des villes bulgares, le reste étant dû à la

dynamique naturelle et à la conversion de villages en villes<sup>2</sup>. Le mouvement migratoire des campagnes vers les cités représente ainsi 44.7% des migrations intérieures entre 1956 et 1965 et 42.7% entre 1966 et 1975 (tableau 2). Entre 1957 et 1976, la population rurale bulgare diminue de 28.5%. Depuis 1976, les mobilités territoriales concernent davantage les mouvements inter-urbains que ceux des villages vers les villes. Le recensement de 1992 exprime un changement de direction des migrations intérieures. Il marque pour la première fois un solde migratoire positif en faveur des localités rurales. Le mouvement s'amplifie pendant la période 1993-2001 : 49 000 Bulgares ont quitté les villes pour s'installer en campagne. S'agit-il pour autant d'un retour vers la campagne impulsé par le tournant de 1989 ?

L'intensité des mouvements intérieurs a fortement diminué depuis 1985 (tableau 2) contredisant l'idée d'un regain des migrations rendu possible par la fin des entraves à la circulation intérieure. La structure par âge des migrants traduit la crise démographique soulignée précédemment. Si les deux tiers des migrants ont entre 10 et 39 ans, on note une différence marquée selon la direction de la migration. Des villes vers les villages, 55% des personnes sont âgées de plus de 40 ans : 22% des migrants ont entre 50 et 59 ans, l'âge de la fin de la vie active, parfois anticipée par l'apparition du chômage. Dans le mouvement inverse, les moins de 40 ans forment 84% des nouveaux citadins. Le mouvement de la ville vers le village contribue aussi au vieillissement des campagnes bulgares.

Les raisons des migrations sont multiples. On retiendra que 53.4% des mouvements vers les villages sont motivés par des motifs familiaux<sup>3</sup>, mais en deuxième position c'est la recherche de meilleures conditions de vie qui est évoquée par les migrants (16%). Le repli sur la maison familiale au village constitue une solution face aux difficultés économiques de la transition pour des retraités de plus en plus nombreux ou les exclus de la vie active. Dans le mouvement vers la ville, les personnes recherchent avant tout un emploi ou une qualification (35.8%). Mais l'économie villageoise du bocal, confectionné avec les produits du jardin par la grand-mère, alimente la famille restée à la ville. Le village reste ainsi un repère dans cette période d'incertitude du lendemain. Mais rien ne permet de dire si ce changement de flux restera durable.

La géographie des migrations inter-régionales de la décennie de transition accentue les déséquilibres démographiques territoriaux. Quatre régions sur 28 ont un excédent migratoire entre 1997 et 2001 (figure 4). La capitale concentre l'essentiel des flux ainsi que trois régions industrielles, traditionnellement attractives : Plovdiv, Stara Zagora et Gabrovo. Les autres régions constituent des foyers de départs : la zone déprimée du nord-ouest apparaît une fois encore, le sud-ouest se distingue par un déficit en partie dû aux migrations internationales (région de Smoljan).

La carte des flux inter-régionaux en 2001 (figure 5) exprime d'autres types de mouvements internes. La capitale polarise toute la partie occidentale du pays attirant probablement à elle de jeunes migrants, mais renvoyant dans les provinces périphériques ses citadins âgés. Les principales régions industrielles animent des flux inter-régionaux dont le rayon d'action se limite aux régions proches : il en est ainsi des pôles industriels (Varna et Burgas) du littoral de la Mer noire, des régions industrielles danubiennes (Pleven et Ruse), de l'axe économique plus dynamique de la Thrace bulgare (Plovdiv et Stara Zagora). Hormis à l'ouest du pays, la coupure centrale de l'arc du Balkan distingue clairement la direction des flux entre le nord et le sud du pays. Alors que la période socialiste avait contribué aux brassages, l'intensité des

---

<sup>2</sup> Historiquement, le statut de ville est affaire d'Etat en Bulgarie. La dénomination de ville procède d'un statut politique et non d'une définition statistique combinant effectif, morphologie du bâti et nature des fonctions.

<sup>3</sup> Cette catégorie de réponse au demeurant fort imprécise est fournie dans les publications du recensement, elle masque à notre avis des motifs divers qui recoupent d'autres raisons fournies.



migrations diminue dans la période de transition. Retour à une économie villageoise d'autosubsistance faute d'emploi ou bien attraction vers un centre économique dans l'espoir d'y trouver du travail, les flux migratoires traduisent des stratégies de repli plutôt que de nouvelles dynamiques socio-économiques.

### **3.2 Les migrations extérieures : la Bulgarie à la charnière de l'Orient et de l'Occident**

Avec le rétablissement de la liberté de circuler en 1989, les conditions des migrations externes changent. Le spectre du vide démographique hante les discours : les Bulgares craignent le départ des jeunes et des diplômés vers les pays occidentaux, alors que le déclin naturel et le vieillissement affectent déjà la population. Comme d'autres pays balkaniques, la Bulgarie donne l'image d'un pays d'émigration attiré par les sirènes de l'Occident. La dispense des visas Schengen pour les citoyens bulgares depuis avril 2001 a été accueillie dans la liesse nationale mais ces conséquences sur les migrations bulgares sont très difficiles à mesurer. En revanche, sa situation géographique place le pays au seuil de l'Europe. La Bulgarie constitue un espace de transit en plein essor et commence à devenir une terre d'immigration pour des populations qui anticipent déjà sur son intégration dans l'UE.

La composante migratoire contribue, elle aussi, de façon négative à la dynamique démographique bulgare. L'Institut national de la statistique<sup>4</sup> estime à 196 000 le nombre d'émigrants bulgares entre les deux derniers recensements (1992-2001). Les entrées se chiffrent à 19 000 personnes sur la même période, ce qui porte le déficit migratoire estimé à 177 000 individus, soit 22 000 départs par an. Une étude sur la mobilité territoriale des Bulgares, menée par ce même institut, indique que 8% des personnes de 15 à 60 ans enquêtées envisagent « probablement » et « très probablement » de s'installer définitivement à l'étranger. 7% d'entre elles envisagent un séjour de plus d'un an à l'étranger. Il faut toutefois nuancer ces chiffres qui sont soit très généraux soit indicateurs d'intentions de migrer mais ne reflètent pas des réalités migratoires effectives.

Depuis 1989, A. Gächter (2002) distingue deux phases principales d'émigration : entre 1989 et 1993, les Bulgares qui ont quitté le pays sont estimés à 467 000 personnes ; entre 1994 et 1998, le même auteur fournit le chiffre de 280 000 départs<sup>5</sup>. L'hémorragie migratoire de la première période est animée par la vague de départs des Turcs, dont les retours ne sont pas pris en compte ici. La phase suivante semble marquer une nette décroissance des flux. Les données sur les demandes d'asile des Bulgares auprès de pays étrangers confirment cette tendance (tableau 3). Entre 1988-1994 et 1995-2000, les demandes d'asile bulgares à l'étranger ont été divisées par cinq. Les craintes bulgares d'un départ massif de population se révèlent en partie erronées, faute de réservoir démographique suffisant dans un pays anémié du point de vue démographique et relancé sur le plan économique après la grave crise de 1996.

Rares sources disponibles, les statistiques sur l'asile politique dépendent toutefois des changements de législations des pays d'accueil, ce qui explique en partie les différences observées pour certains pays entre les deux périodes mentionnées. Les flux bulgares se dirigent préférentiellement vers les pays européens par effet de proximité. L'Allemagne est de loin le premier pays sollicité suivi, pour la période récente, par la Belgique et la République

---

<sup>4</sup> Étude menée à partir d'une exploitation d'un échantillon de 2,5% des résultats du recensement de 2001 et disponible sur le serveur officiel de l'institut national statistique [www.nsi.bg](http://www.nsi.bg).

<sup>5</sup> L'étude de Guentcheva et alii (2003) s'appuie sur deux sources différentes pour évaluer l'émigration entre 1989 et 1992. Les données de l'INS estiment à 450 000 les sorties du pays, des enquêtes menées aux postes-frontières comptabilisent 420 000 départs.

tchèque. La tradition allemande d'appel de main-d'œuvre en provenance des pays balkaniques motive les migrations bulgares. Mais il est délicat de tirer des conclusions définitives sur les pays d'accueil, en l'absence de données sur les migrations régulières et clandestines, pour avoir une vision d'ensemble des migrations extérieures bulgares.

Evaluer les mouvements de population hors de Bulgarie reste difficile. Si l'appareil statistique et législatif permet de mieux en mieux d'appréhender les migrations, les dernières études montrent que les mouvements se complexifient. Les migrations temporaires ont tendance à se substituer aux migrations définitives dans les intentions des migrants et dans les faits. Cette circulation migratoire est mesurable par des enquêtes de terrain pour comprendre la structuration et l'ampleur des réseaux. L'équipe bulgare chargée de l'étude pour la Commission européenne (Guentcheva et alii, 2003) a envoyé par courrier un questionnaire aux 263 communes bulgares pendant l'été 2003. 103 administrations locales ont répondu dont 95 réponses exploitables. D'après les données communales, 73 989 Bulgares pratiquent des migrations saisonnières soit 6.3% de la population enquêtée. Les minorités ethniques sont bien représentées parmi ces migrants mais les motivations de leur départ sont désormais d'ordre économique et non plus ethnique. Nos propres observations dans des communes bulgares le confirment. Si, en 1989, la vague de migration turque résultait d'une politique ethnique coercitive, les migrations actuelles révèlent, à l'instar des autres ressortissants bulgares, la recherche de revenus (encadré 1). Les Roms de Bulgarie exploitent eux aussi des filières migratoires très changeantes qui traduisent des mouvements temporaires (encadré 2).

A côté de ces tropismes migratoires vers l'Occident, les mouvements d'immigration sont mal connus. Pourtant, la position de la Bulgarie sur les routes balkaniques menant du Moyen-Orient vers l'Europe occidentale en fait un pays de transit privilégié. En 2002, la police nationale dénombre 60 028 étrangers possédant un permis de résidence permanente ou de long séjour. Les Russes forment pratiquement un tiers de cette population, héritage des excellentes relations tissées entre les deux pays sous le socialisme. Les ressortissants des pays balkaniques proches représentent le deuxième groupe d'immigrants légaux. Restée stable dans les crises balkaniques des années 1990, La Bulgarie a en effet constitué un refuge de proximité. Mais on compte désormais autant de résidents chinois que de Grecs comme en témoigne l'ouverture de nombreux restaurants asiatiques à Sofia depuis quelques années.

Depuis 1994, la Bulgarie a mis en place le statut de réfugié, inexistant jusqu'alors dans la législation nationale. Entre 1993 et début 2003, les 11 253 demandeurs d'asile étrangers proviennent essentiellement du Moyen-Orient (Afghanistan, Irak, Iran) et ont transité par la Turquie (tableau 4). La frontière terrestre avec la Turquie constitue aussi le point de passage des réfugiés en provenance d'Afrique. Seulement 1 356 demandes ont été reçues favorablement jusqu'à présent ; pour les autres, les expulsions sont coûteuses et difficiles à organiser, faute souvent de liaisons aériennes directes avec le pays d'origine.

## **Conclusion**

La décennie de transition post-socialiste se caractérise par une croissance naturelle désormais négative et une complexification des mobilités. La transition chaotique dans ce pays et son cortège de difficultés socio-économiques ont ébranlé les consciences sur l'avenir démographique du pays. Les incertitudes sont nombreuses : le déclin démographique peut-être interprété comme un processus conjoncturel mais il résulte aussi d'une structure par âges très dégradée qui hypothèque les possibilités de croissance. Cela dit, la dynamique démographique dépend aussi du solde migratoire. Or, en tant que futur membre de l'Union

européenne, le pays devient un territoire d'immigration comme en témoigne l'augmentation du nombre de permis de résidence. Terre d'exil, la Bulgarie peut devenir terre d'asile, à l'instar de nombreux pays de l'Europe méditerranéenne.

### **Bibliographie :**

ANCEL J. (1930), *Peuples et nations des Balkans, géographie politique*, Paris, A. Colin, réédité en 1992, Paris, CTHS, 220 p.

BACHVAROV M. (1997), « The ethnic current panorama in Bulgaria », *Geoforum*, n°43-3, pp. 215-224.

BILLAUT M. (1991), « Les migrations externes en Bulgarie », *Cahiers balkaniques*, n°17, pp.11- 150.

BILLAUT M. (1992a), « Problèmes de population en Bulgarie », *Historiens et Géographes*, n°337, pp. 109-124.

BILLAUT M. (1992b), « Singularités des problèmes de minorités en Bulgarie », in ROUX M., *Nations, Etat et territoire en Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, pp. 93-104.

BOULINEAU E. (2003), *Maillages administratifs et gestion du territoire en Bulgarie, une lecture géographique*, Thèse de doctorat de géographie de l'Université Paris 1, 462p.

CARTER F. W. (1994), « Minorités nationales et groupes ethniques en Bulgarie : distribution régionale et liens transfrontaliers », *Espace, Populations, Sociétés*, n°3, pp. 299-309.

Équipe PARIS (1992), « Petit atlas des pays d'Europe de l'Est à la veille de la transition », *Historiens et géographes*, n°337, pp. 193-212.

GÜCHTER A. (2002), « The ambiguities of emigration: Bulgaria since 1988 », *International migration papers*, n°39, Geneva, International labour office, 61p.

GUENTCHEVA R., KABAKCHIEVA P., KOLARSKI P. (2003), *Migration trends in selection countries. Volume 1 : Bulgaria, The social impact of seasonal migration*, Vienna, International organization for migration, 96p.

KRASTEVA A. (2001), « La politique ethnique bulgare », *Transitions*, n°1, pp. 153-172.

MARUSHIAKOVA E. et POPOV V. (2000), « The Bulgarian Gypsies searching their place in society », *Balkanologie*, vol IV, n°2, pp. 33-52.

SARDON J.-P. (2000), « L'évolution démographique des Balkans depuis la fin de la décennie 1980 », *Population*, n°4-5, pp.765-786.

TOMOVA I. (1995), *The gypsies in the transition period*, Sofia, International centre for minority studies and intercultural relations (IMIR), 144 p.

Documents à insérer dans le texte :

Dans la commune de Stambolovo (région de Haskovo), la population turque représente actuellement 63% des habitants. Entre 1989 et 1999, l'administration communale estime à 5 000 le nombre de Turcs qui sont partis. La vague la plus forte a été celle de 1989 suite à la politique de bulgarisation. La commune enregistre ainsi une perte de 4 276 habitants entre les recensements de 1985 et de 1992 soit 36% de population en moins. L'effet retour a été très faible, seulement 4-5 familles par village. Au total, la moitié des localités de la commune a été touchée par ces migrations de 1989. La frontière turque n'est ici qu'à 70 km. Émigration ethnique à ces débuts elle est devenue économique : actuellement l'émigration se poursuit, les Turcs partent faute de trouver un emploi en Bulgarie. La commune est privée de ses forces vives car ce sont les jeunes qui partent chercher maintenant du travail à l'étranger : en Turquie mais aussi ailleurs en Europe et en Amérique. Les plus de 55 ans représentaient 22,3% de la population communale en 1985 et 29,3% au début de l'année 2000. Les migrants conservent une adresse dans la commune sans y résider, ce qui contribue à brouiller les données démographiques. En 2000, Stambolovo compte 6 676 habitants résidants, alors qu'elle comprend 12 487 habitants si l'on se réfère aux adresses déclarées. En été, beaucoup de ces émigrés rentrent au village bulgare, en visite aux parents souvent âgés qui sont restés.

#### Encadré 1: Les migrations des Turcs de Bulgarie

Groupe ethnique	0-9 ans	10-19 ans	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-69 ans	Plus de 70 ans
<b>TOTAL</b>	8.8%	13%	14.4%	13.3%	14.1%	13.9%	11.5%	11%
<b>Bulgares</b>	7.6%	12%	13.9%	12.9%	14.2%	14.7%	12.4%	12.2%
<b>Turcs</b>	12.5%	16.9%	16%	15.4%	14.1%	11%	8.1%	5.8%
<b>Roms</b>	20.8%	22.8%	18.7%	15.2%	10.1%	6.6%	3.6%	2.1%

source : INS, RGP 2001

#### Tableau 1 : Structure par âge des principaux groupes ethniques en 2001

Sens de la migration	1956-1965	1966-1975	1976-1985	1986-1992	1993-2001
de l'urbain vers l'urbain	16.6%	30.2%	38.3%	42.5%	46.2%
de l'urbain vers le rural	8.1%	9.9%	13.3%	23.4%	27.9%
du rural vers l'urbain	44.7%	42.7%	34.3%	22.0%	15.8%
du rural vers le rural	30.6%	17.2%	14.1%	12.1%	10.3%
<b>Total</b>	100%	100%	100%	100%	100%
<b>Intensité des migrations</b>	18.6%	15.4%	8.0%	4.1%	4.8%

Source : INS, RGP 2001

#### Tableau 2 : Structure des migrations intérieures par période intercensitaire

Pays d'accueil	Nombre de demandes		Part dans le total des demandes (en %)	
	1988-1994	1995-2000	1988-1994	1995-2000
<b>Allemagne</b>	78457	5699	70.6	28.4
<b>Autriche</b>	4296	148	3.9	0.7
<b>Belgique</b>	3252	4269	2.9	21.2
<b>Canada</b>	3857	1176	3.5	5.9
<b>Espagne</b>	1714	167	1.5	0.8
<b>Etats Unis</b>	3123	732	2.8	3.6

<b>France</b>	1661	1661	1.5	8.3
<b>Grande Bretagne</b>	1064	1565	1.0	7.8
<b>Pays bas</b>	2008	353	1.8	1.8
<b>Rép. tchèque</b>	2256	2504	2.0	12.5
<b>Suède</b>	5907	106	5.3	0.5
<b>Autres pays</b>	3574	1716	3.2	8.5
<b>TOTAL Europe</b>	104189	18107	93.7	90.1
<b>TOTAL</b>	111169	20096	100.0	100.0

Source : Gächter, 2002.

**Tableau 3 : Les demandeurs d’asile bulgares à l’étranger (1988-2000)**

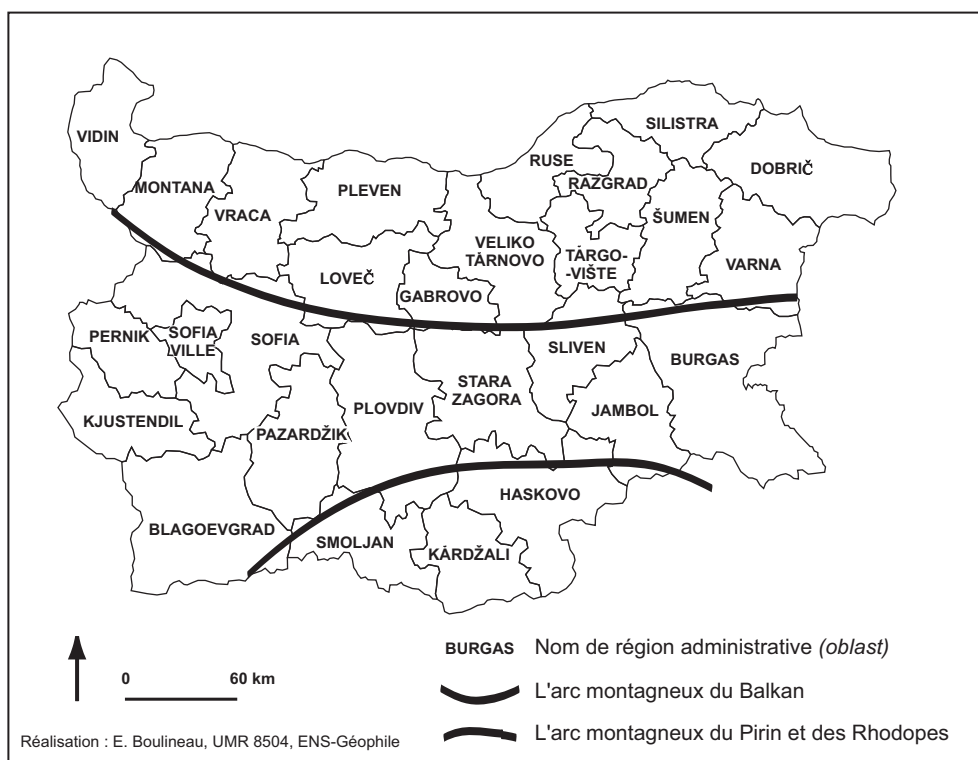
Le village de Majsko (commune d'Elena, région de Veliko Tŕnovo) compte environ un millier d’habitants en grande majorité tsiganes musulmans parlant un dialecte rom, six familles turques et 18 personnes se déclarant bulgares. Les comptes sont difficiles à tenir pour la maire car il y a beaucoup de migrations. Il lui est plus facile de compter les gens qui ont un emploi dans le village que de donner le chiffre du chômage : seulement 10-12 personnes ont un emploi déclaré. Une partie des hommes part travailler temporairement en Grèce, environ une centaine de personnes à l’été 2000. Un an après, lors d’une seconde enquête dans le village, la filière vers la Grèce semblait mieux organisée grâce à un contact sur place : 5 à 10 personnes partaient chaque semaine pour les travaux des champs dans des villages grecs proches de la frontière. Le recensement d’avril 2001 n’a pas dénombré les quelques 150 personnes alors en Grèce ; en été le chiffre grimpe à plus de 200. Depuis la suppression des visas Schengen au printemps 2001, une seconde filière d’émigration est en cours d’organisation vers l’Italie, mais environ 210 euros sont nécessaires pour le voyage. Cette souplesse d’adaptation aux petits boulots révèle aussi une grande vulnérabilité aux conditions économiques : la Bulgarie étant pour l’heure incapable de leur fournir du travail, les Tsiganes vont chercher des revenus à l’étranger.

**Encadré 2: Migrations saisonnières à partir d’un village rom**

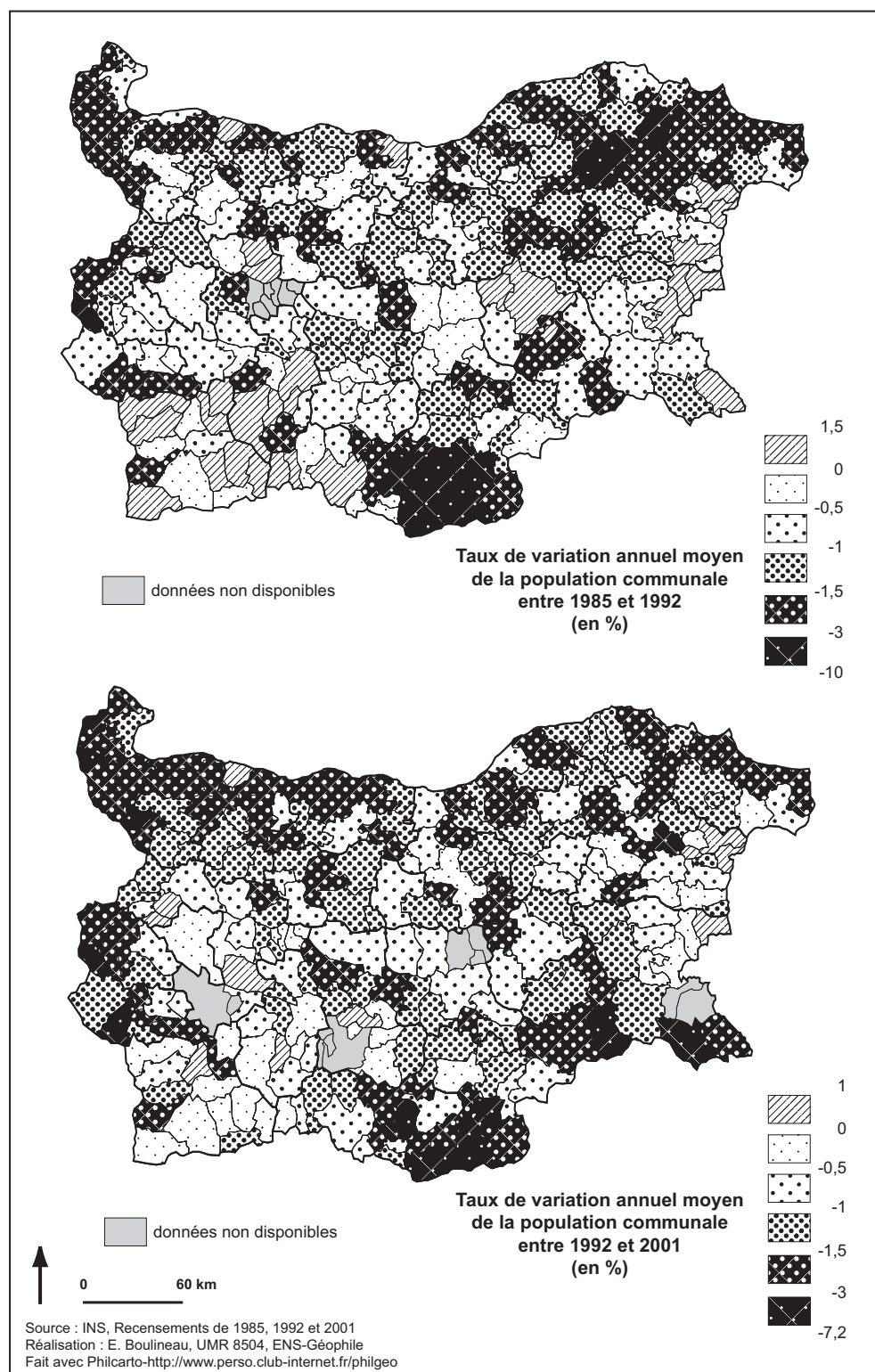
<b>Pays de départ</b>	<b>Nombre de demandes</b>	<b>Part du total (en %)</b>
<b>Algérie</b>	131	1.2
<b>Arménie</b>	1182	10.5
<b>Afghanistan</b>	3751	33.3
<b>Bangladesh</b>	188	1.7
<b>Ethiopie</b>	137	1.2
<b>Irak</b>	2587	23.0
<b>Iran</b>	549	4.9
<b>Nigeria</b>	236	2.1
<b>Soudan</b>	242	2.2
<b>Turquie</b>	248	2.2
<b>Yougoslavie</b>	747	6.6
<b>Apatrides</b>	291	2.6
<b>Autres</b>	964	8.6
<b>TOTAL</b>	11253	100

Source : Guentcheva et alii, 2003

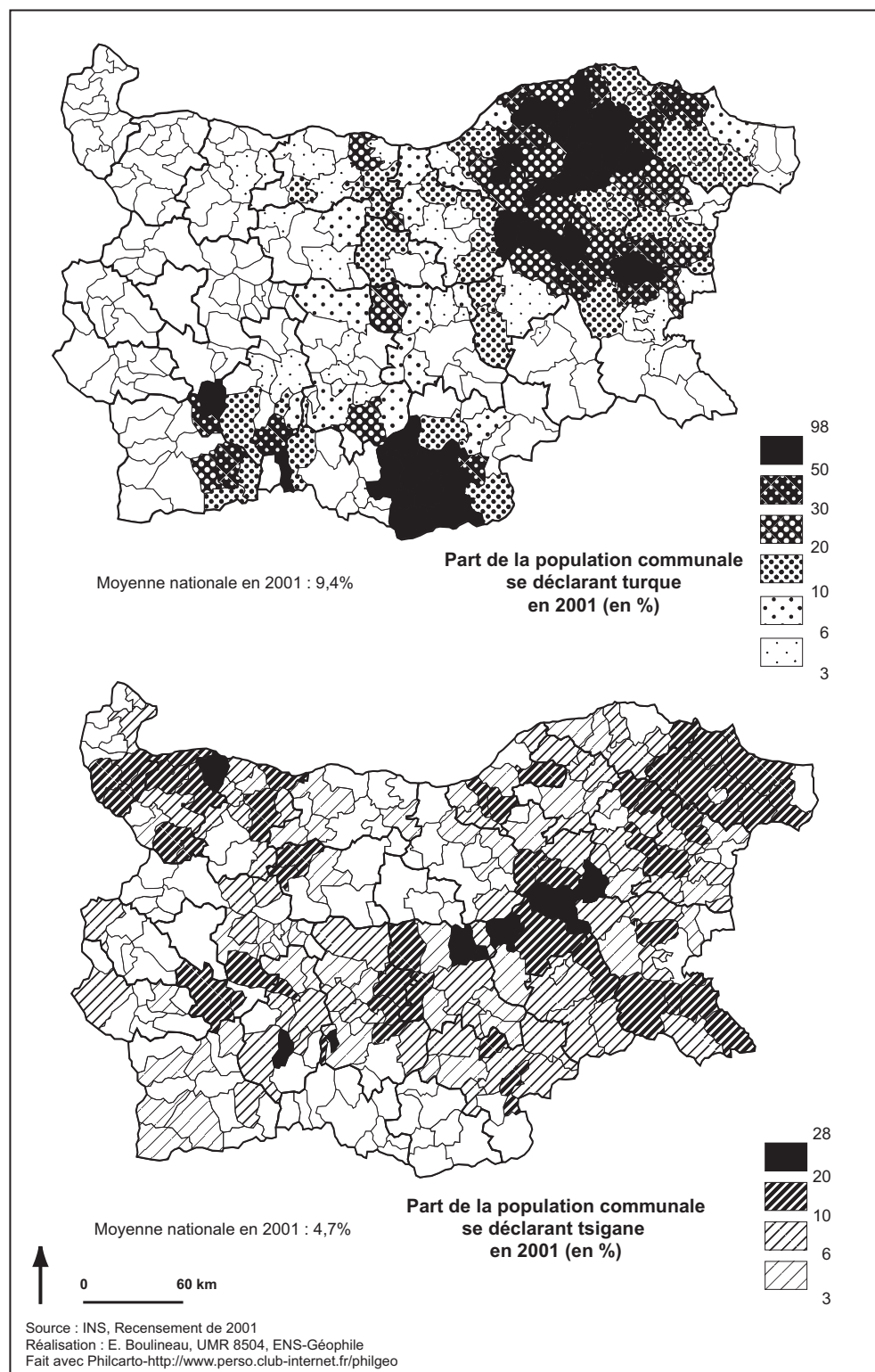
**Tableau 4 : les demandeurs d’asile étrangers en Bulgarie (1993-janvier 2003)**



**Figure 1 : Localisation des régions administratives bulgares en 2001**

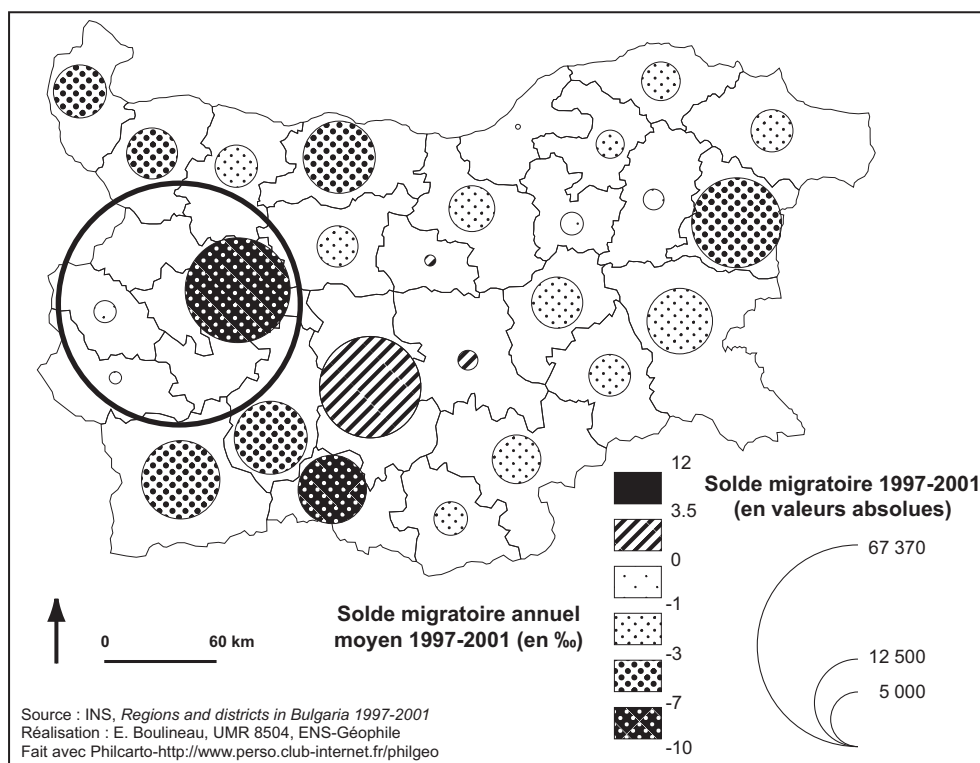


**Figure 2 : Variation de la population communale bulgare (1992-2001)**

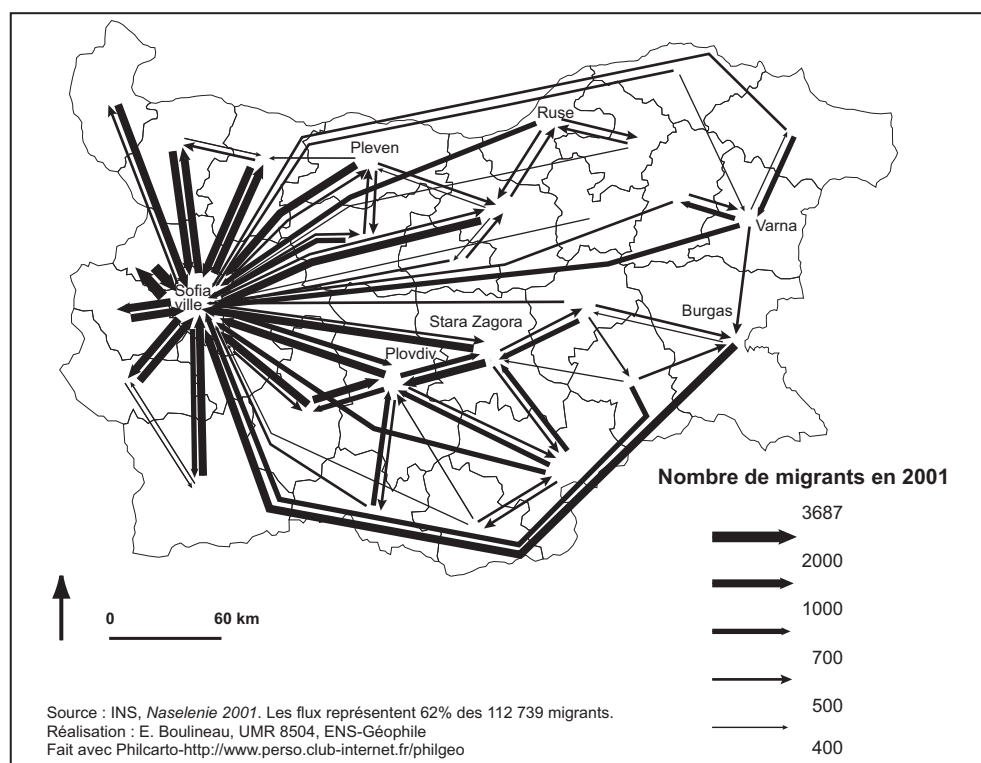


**Figure 3 : Distribution par commune des populations turque et tsigane en 2001**





**Figure 4 : Solde migratoire régional entre 1997 et 2001**



**Figure 5 : Migrations entre les régions bulgares en 2001**